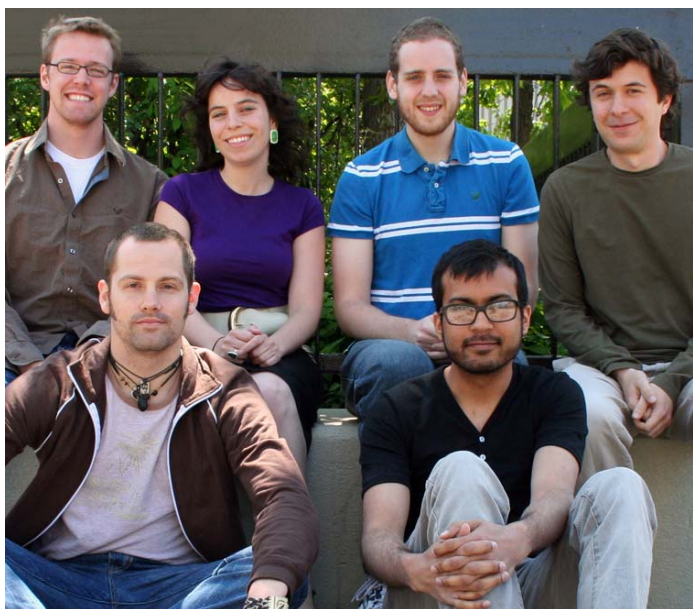


Ce bulletin couvre le travail de la CIPPIC de février à août 2008

À l'intérieur ...

Annonces	1
Vie privée	2
Droit d'auteur	3
Télécommunications.....	4
Autres	4
Dossiers de clients	5
Événements et présentations	5

Programme de stagiaires d'été 2008



Stagiaires d'été 2008 (dans le sens des aiguilles d'un montre, à partir d'en haut à gauche) Robert Hester, Lisa Feinberg, Christopher Ball, Michael De Santis, Rishi Hargovan, Nicholas Dodd.

La CIPPIC a profité d'un été plus productif que la moyenne grâce au travail dévoué de nos six stagiaires photographiés ci-dessus. Nous avons connus un départ fulgurant avec deux plaintes d'envergure sur la vie privée [...]

>> voir **Stage d'été 2008** à la page 2

Annonces



Nouveau webmestre recherché !

La CIPPIC est à la recherche d'un webmestre à temps partiel pour s'occuper du dépannage de son site. Date limite d'application : 10 septembre 2008. Voyez la page www.cippic.ca/webmaster pour les détails (page en anglais seulement).

Don de Samuelson-Glushko

La professeure de l'Université Berkeley Pamela Samuelson et son mari, le professeur, innovateur de technologie et philanthrope Robert Glushko, ont offert la somme de \$500 000 à la CIPPIC, nous permettant ainsi de continuer les opérations de notre clinique avec une emphase sur la formation des étudiants. La CIPPIC s'ajoute aux nombreuses cliniques légales universitaires de technologie, basées aux États-unis, généreusement financées par les professeurs Samuelson et Glushko.

Autres dons

La CIPPIC a reçu un généreux don de \$11 000 provenant d'un donateur anonyme supportant notre travail sur la réforme de la loi sur la vie privée. Nous avons également reçu une aide pro bono significative du cabinet *Bates Barristers*. Merci à tous les généreux donateurs!

La Fondation du droit de l'Ontario remet une bourse de stage pour 2009-2010 à la CIPPIC

La CIPPIC a reçu la bourse de stage d'Intérêt Public de la Fondation du droit de l'Ontario pour une 4^e année consécutive. Cette bourse couvre le salaire, les bénéfices et les frais d'admission au Barreau d'un étudiant stagiaire qui débutera son stage en 2009.

Nouvel étudiant stagiaire

Nous sommes heureux d'accueillir Tamir Israel, étudiant stagiaire de la CIPPIC pour 2008-2009. La durée du stage de Tamir est de 10 mois ; de juillet 2008 à mai 2009.

La CIPPIC déménage!

La CIPPIC déménagera bientôt dans un nouveau bureau de l'Université d'Ottawa. Notre adresse postale, numéros de téléphone et adresses courriels demeureront les mêmes ; seulement notre numéro de télécopieur changera (voyez www.cippic.ca pour tous les détails).

Stage d'été 2008

>> suite de la page 1

[...] la première sur l'inspection de paquets de données informatiques par les fournisseurs d'accès Internet et la seconde sur les pratiques de Facebook, les deux attirant beaucoup d'attention de la part des médias locaux et étrangers.

Le *projet de loi C-61* nous a tenu occupés tout l'été, avec tous les stagiaires travaillant sur au moins un aspect du nouveau projet de loi et contribuant à une page de FAQ (Foire Aux Questions) du site Internet de la CIPPIC. Les stagiaires ont aussi préparé une page de FAQ sur la proposition du Traité ACAC (Accord Commercial Anti-Contrefaçon) et sur les sites de réseautage social. La situation sur la neutralité du réseau a occupé une grande partie de notre temps, étant donné l'application de CAIP au CRTC en vue d'arrêter Bell dans son contrôle du trafic entre ses usagers et les projets de loi proposés. Les stagiaires de la CIPPIC ont préparé une soumission détaillée dans le procès de CAIP, ont fait une recherche sur les pratiques de contrôle de trafic des fournisseurs d'accès Internet et ont analysé leurs implications légales, ont préparé une page de FAQ sur la neutralité du réseau, ont soumis des commentaires au CRTC sur comment la neutralité du réseau affecte les politiques de radiodiffusion et ont aidé la coalition SaveOurNet.ca à faire connaître leur cause.

Les stagiaires ont aussi travaillé sur le ciblage comportemental par les fournisseurs d'accès Internet, en produisant une autre page de FAQ pour le site Internet et soumettant une demande officielle au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada pour une enquête sur cette pratique à travers toute l'industrie. Une plainte en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (LPRPDÉ)* envers les pratiques des institutions bancaires a aussi été déposée.

Tout ceci en plus des recommandations faites aux clients sur une grande variété de dossiers, allant des droits sur la vie privée au travail jusqu'à l'accès à des réseaux sans fil non sécurisés.

Félicitations et merci aux étudiants stagiaires pour leur excellent travail!



Vie privée

La CIPPIC demande au Commissaire de la protection à la vie privée d'investiguer sur les pratiques des institutions bancaires

Par le biais d'une [plainte formelle](#) déposée le 1^{er} août 2008, la CIPPIC a questionné la légalité des politiques des institutions bancaires qui exigent que les clients autorisent les banques à utiliser leurs informations personnelles dans le but de « déterminer l'éligibilité du

client à des produits et services offerts par la banque. » La CIPPIC argumente également que les banques doivent obtenir le consentement explicite de leurs clients pour toute utilisation secondaire de leurs informations financières personnelles; le consentement par défaut n'étant pas suffisant.

La CIPPIC demande au Commissaire de la protection à la vie privée d'enquêter sur la surveillance web des fournisseurs d'accès Internet.

Dans une lettre envoyée le 25 juillet dernier, la CIPPIC a demandé au bureau fédéral du Commissariat à la protection de la vie privée de faire enquête sur la nouvelle pratique controversée dans l'industrie des fournisseurs d'accès Internet consistant au profilage d'utilisateurs en ligne afin de les cibler avec de la publicité. Le Commissariat a promis d'étudier la question.

La CIPPIC dépose une plainte en vertu de la loi sur la vie privée contre Facebook

Le 30 mai dernier, la CIPPIC a déposé une [plainte](#) de 35 pages en vertu de la [Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques \(LPRPDÉ\)](#) contre Facebook, alléguant 22 violations différentes de la loi. Cette plainte a généré l'attention des médias à travers l'Amérique du Nord et au-delà. Une équipe de 5 étudiants stagiaires ont fait la recherche et ont réalisé cette plainte, quelques-uns d'entre-deux répondant aux questions des médias, écrivant des articles et donnant des présentations sur le sujet pour la CIPPIC.



Jordan Plener et Harley Finkelstein, 2 des 5 étudiants stagiaires ayant logé la plainte contre Facebook.

La CIPPIC dépose une plainte contre l'inspection de paquets de données informatiques par les fournisseurs d'accès Internet pour le contrôle du trafic

Dans le cadre de plaintes déposées en mai et en juillet, la CIPPIC a [demandé](#) au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada d'investiguer sur l'inspection de

paquets de données par les fournisseurs d'accès Internet canadiens dans le but de contrôler le trafic (par exemple : vitesse du téléchargement, délai des applications interactives, disponibilité à un service partagé, etc.) Bell Canada et Rogers ont admis utiliser ce type de technologie pour éviter la congestion sur leur réseau. La CIPPIC considère qu'il y a d'autres moyens, moins invasifs au niveau de la vie privée, de gérer le trafic.

La CIPPIC demande une réforme de la loi sur la vie privée

Le 6 mai, la CIPPIC a témoigné devant un Comité Parlementaire [demandant](#) bon nombre de changements à la *Loi sur la Vie Privée* dans le but de mieux protéger les Canadiens contre les intrusions dans leur vie privée.

La CIPPIC dépose ses commentaires sur la proposition d'avis d'infraction de données (*data breach notification*)

En réponse aux consultations par Industrie Canada au sujet des spécificités d'une nouvelle loi sur l'infraction de données, la CIPPIC a émis des [commentaires](#) le 28 avril dernier. Ces commentaires constituent un approfondissement de la [soumission](#) de la CIPPIC du 15 janvier dernier à Industrie Canada, sur la sur la revue de PIPEDA, soumission ayant commandé à un enregistrement public des infractions de données.

La CIPPIC présente ses commentaires au *Federal Trade Commission* sur les principes proposés de publicité comportementale

En avril, la CIPPIC a fourni ses [commentaires](#) sur les [principes proposés](#) par le FTC sur la publicité comportementale en ligne. Le FTC propose que ces principes guident le développement de l'industrie de l'auto réglementation de la pratique de dépistage des activités en ligne des consommateurs afin de leur envoyer de la publicité ciblée.

La CIPPIC soutient la loi visant à reconnaître les offenses de vol d'identification

Le 1er avril, la CIPPIC a complété un [dossier](#) avec le Comité permanent sur la justice et les droits de l'Homme de la Chambre des Communes, sur le sujet du [Projet de loi C-27 : Loi modifiant le Code Criminel \(vol d'identité et inconduites connexes\)](#). La CIPPIC soutient le projet de loi, mais souligne qu'il ne s'agit que d'une petite partie d'un projet beaucoup plus grand de réforme de loi requis pour combattre efficacement le problème de vol d'identité.

Service Canada change de politique concernant l'affichage de données personnelles en ligne

En réponse à une plainte officielle déposée par la CIPPIC l'été dernier au sujet de l'inclusion inutile d'informations

personnelles dans des décisions d'appel d'assurance d'emploi signalées en ligne, Service Canada (le service gouvernemental fédéral responsable) a finalement accepté de changer sa politique. Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada a considéré le bien fondé de la plainte de la CIPPIC et a fait un certain nombre de recommandations spécifiques que Service Canada a maintenant accepté d'implémenter. Le CPVPC abordera cette question plus largement dans son rapport annuel sur *Loi sur la Vie Privée*, prévu pour l'automne.

Droit d'auteur



Nouveau projet de loi sur le droit d'auteur: Les consommateurs passent au dernier plan

Le 12 juin 2008, le ministre de l'industrie Jim Prentice a présenté à la Chambre des Communes le [Projet de loi C-61, Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur](#). Le projet de loi C-61 présente une vision dure de la loi sur le droit d'auteur numérique. Ce projet de loi donne de nouveaux droits aux distributeurs qui peuvent utiliser des verrous numériques tandis que les utilisateurs se retrouvent dépouillés de leurs droits devant ces interdictions. CIPPIC a travaillé tout l'été à informer la population au sujet de ce nouveau projet de loi et à aider les divers groupes préoccupés par son impact.

Une coalition massive du consommateur exige des politiques du droit d'auteur qui mettent des Canadiens au premier plan

Le 5 juin, une coalition regroupant des principaux défenseurs du consommateur du Canada, incluant la CIPPIC, a fait paraître [une lettre ouverte](#) invitant le gouvernement canadien à adopter des politiques sur le droit d'auteur qui mettront les intérêts du Canada au premier plan. Des défenseurs des consommateurs de partout au pays - incluant deux des principaux organismes défenseurs des droits des consommateurs du Québec - ont exigé du gouvernement du Canada une approche aux politiques sur le droit d'auteur qui rejette toute loi modelée sur le *Digital Millennium Copyright Act* américain. Simultanément, quelques membres de cette coalition ont rédigé un [Livre blanc](#) sur le droit d'auteur pour le consommateur. Le livre blanc présente une norme par rapport à laquelle la prochaine législation le droit d'auteur pourra être mesurée.

La CIPPIC lance un court vidéo sur la réforme de la loi sur le droit d'auteur au Canada

Le 20 février dernier, CIPPIC a lancé son premier vidéo, visant à expliquer comment la législation sur le droit d'auteur affecte la vie quotidienne des Canadiens. Le vidéo

est disponible en anglais et en français sur la page YouTube de la CIPPIC, au www.youtube.com/cippicteam

Télécommunications



La neutralité du réseau : le travail réalisé

Tout au long de l'été, les stagiaires de la CIPPIC ont fait des recherches sur la question de la neutralité du réseau dans le contexte canadien et ont travaillé sur divers projets conçus pour informer le public sur la question. CIPPIC avait pour buts d'attirer l'attention des législateurs et des personnes définissant les politiques, et de représenter les intérêts des défenseurs de la neutralité du réseau. Les stagiaires Nicholas Dodd et Robert Hester ont recueilli des évidences au sujet de la limitation du trafic de personne à personne par les fournisseurs d'accès Internet, ont analysé les questions légales soulevées, ont rédigé des FAQ pour le site Internet de CIPPIC et des soumissions au CRTC, et ont aidé SaveOurNet.ca dans leur campagne pour informer le public sur la question. CIPPIC compte publier un ensemble détaillé de FAQ sur cette question bientôt.



L'étudiante stagiaire d'été Lisa Feinberg and et la stagiaire (*articling*) Jocelyn Cleary au Rallye pour sauver l'Internet libre et ouvert (Net Neutrality) le 27 mai dernier.

La neutralité du réseau est importante pour l'industrie de la diffusion, selon CIPPIC

En réponse à l'[Avis public de radiodiffusion CRTC 2008-44](#) sur les questions qui devraient être examinées dans le contexte d'une démarche sur la portée d'une instance dédiée à la radiodiffusion canadienne par les nouveaux médias, CIPPIC a présenté une [soumission](#) le 11 juillet,

invitant le CRTC à examiner les manières dont les propositions pour protéger le contenu canadien pourraient en fait miner des objectifs importants de politique de la [Loi sur la radiodiffusion](#) aussi bien que de la [Loi sur les télécommunications](#).

La CIPPIC questionne la légalité du contrôle du trafic par les fournisseurs d'accès Internet

La CIPPIC présenté ses [commentaires](#) le 3 juillet 2008 avec le CRTC au nom de la [Campagne pour des médias démocratiques](#) (« CMD »), s'opposant à l'étranglement du trafic de personne à personne par Bell Canada, et réclamant une démarche publique pour examiner la légalité des pratiques en matière de contrôle général du trafic par les fournisseurs d'accès Internet.

La CIPPIC défend la juridiction du CRTC pour établir le Commissaire aux plaintes relatives aux services de télécommunications

Le 5 mars 2008, la CIPPIC a répondu aux applications formelles par divers fournisseurs de service de télécommunications pour renverser une décision de CRTC qui a exigé leur participation au nouveau [Commissaire aux plaintes relatives aux services de télécommunications \(CPRST\)](#) ce qui a permis à la nouvelle agence de ne pas tenir compte des clauses de limitation de responsabilité incluses dans les termes de service. Une équipe d'étudiants a aidé à préparer le factum détaillé de la CIPPIC dans ce cas. La décision a été en grande partie soutenue.

Autres



Déclaration sur le rôle de l'OCDE dans les politiques d'Internet

La CIPPIC s'est jointe à d'autres groupes de société civile participant à la [Réunion Ministérielle de l'OCDE « Le futur de l'économie Internet »](#) à Séoul, en Corée le 16 au 18 juin. La directrice de la CIPPIC Philippa Lawson a présidé le forum de la société civile tenue le 16 juin et a fait partie de la délégation du gouvernement canadien. Les groupes participants ont conjointement publié « [La déclaration de Séoul](#) », invitant les pays de l'OCDE à adopter des politiques conçues pour assurer l'aspect inclusif, équitable et efficace de l'Internet pour tous les citoyens.

Traité ACAC (Accord Commercial Anti-Contrefaçon)

Le 30 avril, la CIPPIC a offert ses [commentaires](#) au département des affaires étrangères et du commerce international sur l'ACTA, l'*Accord Commercial Anti-Contrefaçon* à l'étude. Les commentaires de CIPPIC se concentrent sur le lieu de rendez-vous inhabituel des discussions (qui ne fournit aucun espace pour la participation des pays en voie de développement ou des groupes de sociétés civiles), du processus vague (qui est exceptionnellement opaque, même pour des discussions

commerciales) et du danger posé par le contenu substantif potentiel du traité lui-même.

Révision du Comité permanent de l'industrie

En avril, CIPPIC a fourni au Comité permanent de l'industrie des sciences et de la technologie de la Chambre des Communes, une [soumission](#) sur l'accès ouvert aux données scientifiques, sur le droit d'auteur de la Couronne, et sur les défis que la Gestion des Droits Numériques et que les lois anti-contournement posent pour des chercheurs en sécurité.

Service de filtrage sans fil dans les bibliothèques

Incités par la demande d'un client, les stagiaires de la CIPPIC ont étudié et analysé des questions touchant la liberté d'expression et la protection de l'enfant soulevées par le filtrage dans les bibliothèques. Les stagiaires ont écrit une lettre au comité directeur de la bibliothèque publique de Londres sur la question. CIPPIC étudie actuellement l'approche restrictive de la ville d'Edmonton face à ces services.

Pratiques et méthodes déloyales dans les contrats électroniques

Le travail s'est poursuivi sur ce projet, avec de nombreux étudiants réalisant la recherche et l'analyse, en plus de travailler à la rédaction de certaines parties de du rapport, qui est attendu pour cet automne.

Dossiers de clients



CIPPIC a donné conseil à bon nombre de clients au cours des six derniers mois sur des sujets incluant, entre autres, la légalité des enregistrements de voix et l'identification biométrique des employés dans leur lieu de travail, la légalité d'accéder à des comptes sans fil ouverts ; le droit d'auteur dans les données de recensement, l'utilisation équitable des droits dans le matériel éducatif, la gouvernance d'une entreprise conjointe sans but lucratif sur l'éducation sur Internet, le traitement des réclamations d'infraction sur le droit d'auteur comportant l'utilisation d'images de sites Internet.

Événements et présentations



CIPPIC a accueilli une présentation par Tom Jarmyn à la faculté de Common Law le 28 février dernier, sur le dialogue politique efficace : "[Persuading the Battleship to turn; talking to Government](#)".

Dans le cadre de son programme d'été, la CIPPIC a aussi accueilli une série de conférences hebdomadaires menées par des experts sur divers sujets :

- **Access to Information Law and Practice:** Aaron Freeman, Policy director for Environmental Defence & David McKie, CBC News journalist – Investigative Unit
- **Dissecting the body politic: Political parties and the collection and use of voter information:** Tom Jarmyn, lawyer and consultant; past Director of Parliamentary Affairs for the President of Treasury Board
- **Internet Filtering: Libraries, Municipalities and the Constitution:** Professor Samuel Trosow, University of Western Ontario
- **Google and Innovation Policy in Canada:** Jacob Glick, Legal and Policy Counsel, Google
- **Current Copyright Highlights in Canada:** Howard Knopf, Counsel, Macera & Jarzyna/Moffat & Co
- **Digging for Gold in Cyberspace: How to take full advantage of what is on the Internet:** David McKie, CBC News journalist – Investigative Unit
- **The Internet Economy in Canada:** Richard Simpson, Director-General, Electronic Commerce Branch, Industry Canada
- **Legal Issues Arising from the Use of Geospatial Data:** Professor Teresa Scassa, uOttawa, Canada Research Chair in Information Law
- **Network Neutrality: Is the virtual sky falling or can existing law and regulation deal with discrimination and undue preference on the Internet?:** Professor Richard French, uOttawa Faculty of Graduate Studies in Public and International Affairs
- **Reasonable Expectations, Reasonable Suspensions: What Courts Don't Get About Informational Privacy:** Professor Ian Kerr, uOttawa, Canada Research Chair in Ethics, Law & Technology

La directrice Philippa Lawson et l'avocat conseil David Fewer ont fait de nombreuses présentations au Canada et ailleurs tout au long du printemps et de l'été de 2008. Leurs engagements sont énumérés à la page « [Events and Presentations](#) » du site web de la CIPPIC.



La Clinique d'Intérêt Public et de Politique d'Internet du Canada
Samuelson-Glushko

Faculté de Droit, Université d'Ottawa
57 Louis-Pasteur, Ottawa, ON K1N 6N5

Tél: 613-562-5800 poste: 2553
Site Internet : www.cippic.ca
Courriel: cippic@uottawa.ca



Philippa Lawson
Directrice

plawson@uottawa.ca
poste 2556

David Fewer
Avocat conseil

dfewer@uottawa.ca
poste 2558

Myriam Gosselin K
Assistante générale

cippic@uottawa.ca
poste 2553

Tamir Israel
Stagiaire 2008/2009

tisrael@cippic.ca
poste: 2914